

Les catégories modestes vivent trois fois plus souvent que les plus aisés dans des logements trop petits

25 février 2021



En moyenne, 14 % des 18-64 ans qui vivent en couple ou en famille habitent un logement jugé trop petit par l'Inserm, parce qu'il compte moins de 18 m² par personne [1]. Près de 30 % des ménages sont concernés dans la tranche des 10 % les plus pauvres, contre moins de 5 % dans celle des 10 % les plus riches. La fracture sociale est nette : la proportion d'ouvriers non-qualifiés concernés est deux fois plus élevée que celle des cadres supérieurs (20 % contre 10 %). Les familles avec enfants sont beaucoup plus souvent à l'étroit : plus de 20 % sont touchées, contre 5 % des couples sans enfant. La proportion atteint 27 % pour les familles monoparentales.

L'origine migratoire joue aussi. Pas moins de 40 % des immigrés originaires d'un pays hors Union européenne vivent dans un logement suroccupé, quatre fois plus que les ménages de personnes nées de parents français. Ils conjuguent plus souvent de faibles revenus, le fait de vivre dans les grandes métropoles et un nombre d'enfants plus élevé. La situation n'est pas liée uniquement aux difficultés rencontrées à leur installation en France : près de 30 % des descendants d'immigrés extra-européens demeurent concernés. Pour partie, ce phénomène est lié aux discriminations qui existent dans l'accès au logement locatif privé.

La taille du logement est un élément déterminant de la qualité de la vie. L'élévation du prix de l'immobilier et des loyers a conduit une partie de la population à s'éloigner du cœur des grandes villes, ou à être contrainte à vivre dans des petites surfaces. Dans les plus grandes métropoles, la suroccupation touche les milieux populaires mais aussi les classes moyennes. À Paris notamment, de nombreux ménages de jeunes cadres sont concernés. Bien sûr, les données de l'Inserm – qui n'utilise que la surface – sont rudimentaires, car l'espace nécessaire n'est pas directement proportionnel au nombre de personnes. Le nombre de pièces, la disponibilité d'espaces extérieurs (balcon et jardin notamment) jouent aussi. Elles donnent néanmoins une idée des écarts entre les ménages. Écarts encore plus marqués quand, en période de pandémie, on doit se confiner dans ces petits espaces.

Part des personnes vivant dans un logement surpeuplé moins de 18 m² par personne Unité : %

Selon la catégorie socioprofessionnelle

Non-salariés	11,8
Cadres supérieurs	10,5
Professions intermédiaires	11,0

Part des personnes vivant dans un logement surpeuplé moins de 18 m² par personne

Unité : %

Employés qualifiés	12,8
Employés non qualifiés	14,8
Ouvriers qualifiés	15,7
Ouvriers non qualifiés	19,0
N'ayant jamais travaillé	20,5
Selon le niveau de vie	
10 % les plus pauvres	28,6
10 % à 30 % les plus pauvres	23,0
30 % à 50 % les plus pauvres	13,5
30 % à 50 % les plus riches	9,3
10 % à 30 % les plus riches	6,8
10 % les plus riches	4,5
Selon l'origine migratoire	
Nés Français de parents français	8,9
Nés dans l'Outremer	20,0
Immigrés d'origine européenne	20,5
Descendants d'immigrés d'origine européenne	11,3
Immigrés d'origine non européenne	40,5
Descendants d'immigrés d'origine non européenne	29,7
Selon le type de ménage*	
Couples sans enfant	4,9
Couples avec enfant(s)	20,8
Familles monoparentales	27,3
Ensemble	14,0

Personnes de 18 à 64 ans vivant en couple ou en famille. *Les personnes seules ne sont pas prises en compte.

Source : Inserm – Données 2020 – © Observatoire des inégalités

Extrait de «[Les catégories modestes vivent trois fois plus souvent que les plus aisés dans des logements trop petits](#) », Centre d'observation de la société, 5 novembre 2020.

Photo / © Nappy Pexels

Voir également «[Qui vit dans un logement surpeuplé ?](#) »

[1] « Les inégalités sociales au temps du covid », Questions de santé publique n° 40, Ireps, octobre 2020. Habituellement, le surpeuplement est calculé en nombre de pièces. Pour l'[Insee](#), 8 % de l'ensemble de la population habite un logement suroccupé (données 2016).

